

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEPT (Ex AIT)**

Quai des tellines  
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

Références : D-1001-MRS-2024  
Code AIOT : 0006401051

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement SEPT (Ex AIT) implanté Zone Portuaire - Quai des Tellines 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPT (Ex AIT)
- Zone Portuaire - Quai des Tellines 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006401051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société d'Exploitation Port Tellines (S.E.P.T.) situé à Port-Saint-Louis-du-Rhône exploite des silos

de céréales et d'engrais. Elle est autorisée par un arrêté préfectoral du 19 avril 2011 modifié par un arrêté du 4 mars 2015.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/03/2015, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion des eaux sur le site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	inertage	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites de la dernière inspection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
3	Gestion des eaux sur le site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 4.1.1	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
7	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
8	Découplage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Sans objet
11	POI ou PII	Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.7.2	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Dans son étude de dangers, le silo d'engrais exclut le stockage d'engrais susceptibles de relever des rubriques 47xx et ne contient que des produits à base d'urée ou qui sont exclus du champ d'application des silos d'engrais soumis aux rubriques 47xx.

Les silos à grains collectent la production de céréales de la région bourguignonne pour exportation. Des demandes de compléments sont nécessaires à l'issue de la visite, notamment concernant la mise à jour des fiches de données de sécurité pour les rendre conformes aux exigences de REACH, ou encore le contrôle du système de disconnexion. L'exploitant est également invité à améliorer l'identification de son réseau d'extincteurs, notamment pour garantir une bonne traçabilité de

l'exhaustivité des opérations de vérification périodique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité des installations et suivi des engrais
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est soumis aux rubriques : 2160-2a : Silo à grains 78000m <sup>3</sup> (A) 1172 (4110) : Très toxique : 15t (NC) 1432 (4734) : Liquides inflammables 0,22 m <sup>3</sup> (NC) 1435 : station service 1 m <sup>3</sup> /an (NC)
<b>Constats :</b> Post inspection, l'exploitant a précisé le classement de ses activités en cohérence avec la directive SEVESO 3 applicable depuis 2015 dans la dernière version de son étude de dangers. Notamment, il ressort une actualisation du classement vis-à-vis des rubriques 1172 et 1432 qui n'existent plus. Les rubriques relevant de ces activités (rubriques 4150 et 4734) restent en dessous du seuil de classement sur le site. S'agissant des fiches de données de sécurité concernant les engrais stockés, l'exploitant a présenté les 3 fiches des produits qu'il déclare utiliser : <ul style="list-style-type: none"><li>• Uréa,</li><li>• triple superphosphate</li><li>• phosphate di-ammonique</li></ul> Les 2 fiches de données de sécurité "triple super phosphate" et "phosphate di-ammonique" sont présentées en anglais. L'exploitant doit disposer d'une fiche écrite en Français (art.35 du règlement REACH). Par ailleurs, la fiche "phosphate di-ammonique" n'est pas mise au format standard des FDS (pas de n° Cas du produit, pas de pictogrammes, pas de mentions de dangers alors que le produit est mentionné irritant pour la peau et les yeux,...). La fiche doit donc être mise à jour en conséquence. L'exploitant a précisé qu'il écarte toute réception et tout stockage d'engrais qui ne respecterait pas la conformité avec la nature des produits et les conditions de stockage précisées dans son étude de dangers. Enfin, l'état des stocks présenté le jour de la visite concernant le stockage d'engrais ne donne pas lieu à observation. Notamment, il s'agit actuellement d'une période de fin d'activité où le silo plat est quasiment vide et réceptionne la prochaine campagne d'engrais constituée de DAP, dont le bateau à quai réalise la première livraison de la campagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Suites de la dernière inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation

<b>Constats :</b>
L'exploitant a présenté un tableau justifiant de la maintenance et du contrôle de l'asservissement des moteurs de ventilation à la détection de poussière. L'exploitant a mis en place un tableau de suivi des anomalies et a mis en place un plan de suivi des interventions en cas de défaut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Gestion des eaux sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public : 165 m <sup>3</sup> débit max journalier : 0,5 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un suivi de la consommation de la consommation d'eau. Pour les activités de l'ICPE (c'est à dire le périmètre du quai des Tellines), la consommation est inférieure au seuil de l'autorisation fixée à 165 m <sup>3</sup> par an. En revanche, avec l'intégration des zones récemment rachetées, notamment la zone du quai Gloria, la consommation atteint 297 m <sup>3</sup> . Concernant le débit maximum journalier pour le site ICPE, le seuil de 0,5 m <sup>3</sup> est respecté. L'eau est destinée à un usage strictement sanitaire. Les besoins d'eau d'extinction se font par un prélèvement d'eau de mer qui est connecté à un groupe motopompe pour fournir les besoins d'extinction en cas d'incendie du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Gestion des eaux sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, protection des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou toute autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté le suivi de maintenance concernant le système de disconnection avec le réseau AEP. Il est demandé d'effectuer ce contrôle et de présenter le rapport de suivi sous un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de

l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan de formation associé aux activités de l'installation. Le tableau montre que les formations sont à jour pour les personnels concernés. Toutefois, l'exploitant ne formalise pas de date de renouvellement de ces formations. Il indique qu'il suit ces formations régulièrement et engage une mise à jour de ces formations selon les besoins qu'il constate au quotidien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'accident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un référentiel qualité qui présente les consignes à appliquer. Il précise que les équipes du site sont présentes de longue date dans l'établissement et qui connaissent les règles d'exploitation du site. Les permis feu sont établis dans le cadre d'une procédure spécifique. L'exploitant a été en mesure de présenter le cahier de suivi de ces interventions. Une révision des zones ATEX a été réalisée récemment. L'entrée sur le site présente les panneaux d'information des risques associés. Les zones du silo à grains présentent les pictogrammes d'alerte aux zones ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation des opérations
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les sols ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et d'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les consignes sont données pour qu'en l'absence d'opérations logistiques liées à l'activité des silos, les équipes réalisent des opérations de nettoyage des installations. La visite des installations le jour de la visite a montré que l'état général du site ne donne pas lieu à des observations. Toutefois, certaines zones en cours de travaux (opération de décolmatage d'un silo) devront faire l'objet d'une opération de nettoyage à l'issue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Découplage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> [.] ces mesures de protection concernent : - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre les espaces et les cellules de stockages ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules sur la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnées selon les normes en vigueur. Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité technique équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.
<b>Constats :</b> L'exploitant considère que les distances portant sur le découplage des installations ont été traitées dans l'étude de dangers du site. Il n'a effectué aucun travaux depuis l'élaboration de cette étude pour réduire les distances pouvant conduire au non-respect du découplage. Les silos à grains disposent des événements et parois soufflages dimensionnées au niveau des toits de chaque silo déclenchables en cas d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : inertage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens en place
<b>Prescription contrôlée :</b> La solution technique mise en œuvre sur l'ensemble des cellules béton fermées et la procédure d'intervention associée devront respecter toutes les recommandations formulées dans le guide Etat de l'art sur les silos du Ministère de l'Ecologie et du développement durable en vigueur ainsi que ces annexes ou sinon le cas échéant une justification suffisante devra être apportée par l'exploitant. Un réseau d'inertage équipe le silo vertical. Les raccords sont facilement accessibles, identifiés et compatibles avec les systèmes d'alimentation en gaz. Ce réseau comprend au moins : - une réserve en émulseur de capacité de 200 litres, adaptée aux produits présents sur le site ; - une dérivation du réseau d'eau d'incendie, en pied de pylône qui alimentera un surpresseur assurant une pression de 15 b avec un débit nominal de 450 l/mn ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de dysfonctionnement, de l'installation d'injection de mousse, les dispositions nécessaires devront être prévues pour injecter la mousse avec les moyens du bataillon des marines pompiers (BMPM), après concertation avec le BMPM ;</li> <li>- l'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site comme prévu dans son étude de dangers. Des contrats de fournitures de gaz inerte garantissant les délais de livraison, doivent donc être souscrits avec les sociétés concernées. L'exploitant s'assurera de cette disponibilité permanente auprès de son fournisseur au travers d'un contrat qui définit le délai de mise à disposition du gaz inerte en cas de besoin.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système d'inertage est présent sous la forme de buses installées et connectables en pied des silos. L'exploitant indique qu'il dispose des accords et moyens permettant la fourniture d'azote auprès de fournisseurs d'Azote présents dans le périmètre de l'Etang de Berre et via le réseau interne du groupe qui dispose des équipements nécessaires (skids) pouvant être mobilisés dans des délais compatibles pour réaliser l'injection.</p> <p>Le site dispose des réserves d'émulseurs prévues (3 bacs de 200 l). Ces moyens ont été récemment remplacés et les dates de péremption de l'émulseur sont conformes.</p> <p>S'agissant du système de surpresseur, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des performances du refoulement permettant d'atteindre le haut du silo. L'inspection demande que ces performances soient vérifiées et justifiées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : moyens de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau fixe d'eau incendie d'une capacité hydraulique adaptée au risque présenté, protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'eau potable de la zone. Ce réseau comprend un réseau fixe d'eau incendie sectionnable tous les 2 poteaux, équipé de 4 poteaux incendie sur le quai des Tellines et de 6 poteaux incendie sur le quai Gloria protégés contre le gel. Les prises incendie seront conformes aux normes NF S61-758 et NF S61-759 sur les différents niveaux de la tour desservant les silos verticaux et au droit de chaque cellule du silo plat ;</li> <li>- ce réseau sera complété par un réseau interne à SEPT comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 poteaux incendie,</li> <li>- un pomperie incendie fixe fournissant un débit de 300 m³/h à une pression de 3 bars.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce réseau interne sera équipé de points de raccordement pour les moyens du BMPM en cas de défaillance de la pomperie.</p> <p>-des moyens complémentaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-3 prise d'eau munies de raccords normalisés en 2 x 45 mm et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Ces dernières devront être positionnées de façon à desservir les différents cas de stockage du silo à plat du côté accessible. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</li> <li>-des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- des robinets d'incendie armés,</li> <li>- des colonnes sèches.</li> </ul> <p>Le réseau est maillé et comporté des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple soit isolée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il effectue une vérification hebdomadaire du fonctionnement du groupe motopompe. Il a également réalisé un test avec présence d'émulseur la semaine dernière.</p> <p>Le site dispose des moyens de défense incendie indiqués, à l'exception des RIA. L'exploitant indique qu'il n'y a qu'un seul RIA sur le site.</p> <p>L'inspection des extincteurs présents durant la visite des installations, a montré que pour celui situé à l'entrée du silo à plat (situé immédiatement près de la porte), l'étiquette de suivi apposée sur l'appareil est a minima illisible, voire pas mise à jour, le dernier passage de contrôle ayant eu lieu au cours du mois de septembre 2023.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que cet appareil (identifié n°73) ait bien fait l'objet de ce contrôle périodique.</p> <p>Plus généralement, l'inspection considère que le positionnement des appareils puisse être mieux cartographié afin de garantir que l'ensemble des appareils aient été vérifiés et que certains appareils ne soient pas maintenus sur le parc s'ils ne sont pas effectivement contrôlés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : POI ou PII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2011, article 7.7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan d'intervention interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un PII[...] dans un délai maximum de 3 mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son PII daté de 2016 et mis à jour en 2023, notamment dans la mise à jour des points de contact.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite